

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2636

22 octobre 2013

SOMMAIRE

Abaque S.à r.l.	126488	German Government Bond Strategies SI-CAV-FIS	126491
Akuo Investment Management S.A.	126482	Gleneagley Finance S.A.	126491
Alinery Air Investments S.à r.l.	126489	Grignan Management S.à r.l.	126489
Allianz Investments I Luxembourg S.à r.l.	126488	HGSC 3 S.A.	126524
Alymere Investments S.à r.l.	126488	Holzmayr Bois S.A.	126487
AMC Luxembourg S.A.	126493	InterCarLux SA	126490
Amstell Investments S.A.	126493	quick-mix.tubag S.A.	126487
Anciens Etablissements CLOOS & KRAUS S.à r.l., successeurs LANNERS et SIEBE-NALLER	126489	Real Estate Management S.A.	126527
Anillo S.à r.l.	126493	Safir S.A.	126482
Archeide Discounted Receivables Opportunities Fund	126493	Saint Barth Drep 1	126482
ARD Finance S.A.	126493	Saint Barth Drep 2 S.A.	126482
A. Schulman Sàrl	126487	Saint Barth Drep 3	126483
BCP Meerwind Luxembourg S.à r.l.	126488	Santinel S.A.	126483
Belgravia European Properties Holding 2	126492	Sequa Properties S.à r.l.	126483
B.J.B. S.C.I.	126489	Sparrowhawk Properties 404 S.à r.l.	126494
Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l.	126486	Stirling Capital, S.à r.l.	126494
Braveheart LuxCo I S.à r.l.	126491	Tabea Properties S.à r.l.	126484
Bregal Co-Invest S.à r.l.	126492	Talia Properties S.à r.l.	126484
Bregal Private Capital II (Luxembourg) S.à r.l.	126492	Tartaros	126483
Bregal Sagemount Investments (Luxembourg) S.à r.l.	126490	Tilad Bavaria Holding Company Limited	126510
Bull PSF S.A.	126528	Valto S.A.	126484
Caraman S.A.-SPF	126519	VLT Properties S.A.	126484
Carraig Mor	126528	VORTEX INTERNATIONAL SA, société de gestion de patrimoine familial	126485
Copfiart S.A.	126489	W2007 Parallel Amelia S.à r.l.	126494
Davies 1 S.à r.l.	126490	White Code S.A.	126485
Dawa GmbH	126490	Whitewood TV City UK S.à r.l.	126485
Dorsan Luxembourg	126485	Windfall Lux S.A. SICAV-SIF	126486
Egli S.à r.l.	126492	World Production Agency Consortium S.A.	126486
Flintstone	126491	Xpertiz S.A.	126486
		yodoco S.à r.l.	126487
		yodoco S.à r.l.	126487

Saint Barth Drep 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 179.516.

*Extrait des résolutions du gérant prises en date du 30 juillet 2013*Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013:

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté,

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125055/12.

(130152028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Saint Barth Drep 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 179.523.

*Extrait des résolutions des actionnaires prises en date du 30 juillet 2013*Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013:

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté,

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125056/12.

(130152027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Safir S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 30.986,69.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 66.897.

*Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013*Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125054/13.

(130152029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Akuo Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.452.

Extrait de l'assemblée générale tenue en date du 28/05/2013

Il résulte de l'assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2013 que:

Le conseil d'administration a décidé de renouveler le mandat du commissaire aux comptes Robert Zahlen, 1, rue Jean-Pierre Lanter; L-5943 Itzig, jusqu'à la prochaine AGA qui se tiendra en 2014 clôturant les comptes au 31.12.2013.

Le conseil d'administration a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Louis de Potesta, 9, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, jusqu'à la prochaine AGA qui se tiendra en 2014 clôturant les comptes au 31.12.2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration S.A.

Référence de publication: 2013126310/17.

(130154396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Saint Barth Drep 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 179.527.

—
Extrait des résolutions du gérant prises en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013:

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté,

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125057/12.

(130152026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Santinel S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 84.164.

—
Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125059/13.

(130152025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Sequa Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 127.160.

—
EXTRAIT

- Il résulte de la résolution du gérant unique signé en date du 1^{er} septembre 2013 que le siège social de la société sera désormais:

16, avenue Pasteur

L-2310 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125066/15.

(130152187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Tartaros, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 142.151.

—
Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19 mars 2013

L'assemblée a renouvelé le mandat de la société Deloitte Audit Sàrl dont le siège social est situé à Rue de Neudorf, 560, L-2220 Luxembourg, comme réviseur d'entreprises de la Société.

Le mandat du réviseur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Pour copie conforme

Luxembourg, le 19 mars 2013.

Référence de publication: 2013125098/14.

(130151926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Tabea Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 137.657.

EXTRAIT

- Il résulte de la résolution du gérant unique signé en date du 1^{er} septembre 2013 que le siège social de la société sera désormais:

16, avenue Pasteur

L-2310 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125094/15.

(130152188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Talia Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 137.691.

EXTRAIT

- Il résulte de la résolution du gérant unique signé en date du 1^{er} septembre 2013 que le siège social de la société sera désormais:

16, avenue Pasteur

L-2310 Luxembourg

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125095/15.

(130152189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Valto S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 148.716.

*Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013*Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125109/12.

(130152018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

VLT Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 115.108.

Le bilan de la société au 30/11/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013125114/12.

(130151776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

VORTEX INTERNATIONAL SA, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 174.592.

A dater de ce jour, la société GRAHAM THOMAS INVEST S.A. démissionne de son poste de Commissaire aux Comptes auprès de la société suivante:

VORTEX INTERNATIONAL SPF S.A. - RCSL n° 174 592

Strassen, le 02 septembre 2013.

IBAKUS INTERNATIONAL Ltd

Signature

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2013125116/15.

(130151860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Whitewood TV City UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 5.482.191,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.084.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125132/11.

(130152163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

White Code S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.018.

Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125133/11.

(130152050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Dorsan Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 110.798,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 166.498.

Suite à la tenue d'une assemblée extraordinaire en date du 8 août 2013, la société MENAI ESTABLISHMENT, ayant son siège social au C/o Fundationsanstalt, Heiligkreuz, 6, FL-9490 Vaduz a transféré la totalité de ses parts détenues dans la société DORSAN LUXEMBOURG S.à r.l., à savoir:

- 110.798 parts sociales de valeur nominale de EUR 1,00 chacune à WINTERBOURNE FOUNDATION, une fondation ayant son siège social au C/o Fundationsanstalt, Heiligkreuz, 6, FL-9490 Vaduz immatriculée au Registre de Commerce du Liechtenstein sous le numéro FL-0002.288.717.1 avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 4 septembre 2013.

Pour DORSAN LUXEMBOURG S.à r.l.

Référence de publication: 2013126430/17.

(130153682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2013.

Windfall Lux S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 135.720.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme
Pour WINDFALL LUX – S.A. SICAV-SIF
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013125135/13.

(130152101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

World Production Agency Consortium S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 86.949.

Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour extrait conforme,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125136/13.

(130152049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Xpertiz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 140.141.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/09/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl
Luxembourg

Référence de publication: 2013125137/12.

(130151807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.000.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 138.592.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de l'associé unique Blackstone Special Funding (Cayman) L.P., a changé et doit désormais se lire comme suit: 190, Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, îles Caïmans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2013125196/16.

(130152446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

quick-mix.tubag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5324 Contern, rue des Chaux.
R.C.S. Luxembourg B 28.443.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 23 août 2013.

Quick-mix tubag S.A.

Référence de publication: 2013125153/11.

(130152599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

yodoco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Héienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 167.135.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013125154/10.

(130152491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Holzmayer Bois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3850 Schifflange, 5, avenue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 149.965.

Je soussigné Monsieur Gérard Hubert, pensionné, né le 8 avril 1947 à Pontivy (France), demeurant au 46, rue des Ecoles, F-75005 Paris, je vous informe par la présente que j'ai démissionné avec effet le 29 mars 2013 de mes fonctions d'administrateur de votre société.

Luxembourg, le 30/03/2013.

Monsieur Gérard Hubert.

Référence de publication: 2013125149/11.

(130152031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

A. Schulman Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 340.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 103.433.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 août 2013.

Référence de publication: 2013125157/11.

(130152356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

yodoco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Héienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 167.135.

Rectificatif du dépôt n° L130152491 fait en date du 04.09.2013

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013125155/11.

(130152602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Allianz Investments I Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 112.841.

AUSZUG

Der Jahresabschluss der Gesellschaft zum 3.1. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von
Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2013125166/14.

(130152621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Alymere Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 125.462.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013125169/14.

(130152764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Abaque S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehlang, 7A, Z.A. am Brill.
R.C.S. Luxembourg B 34.654.

Le Bilan au 1^{er} janvier 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125176/10.

(130152827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

BCP Meerwind Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.012.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 140.214.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce
et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de l'associé unique BCP Meerwind Cayman Limited, a changé et doit désormais se lire comme suit: 190,
Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

BCP Meerwind Luxembourg S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013125207/16.

(130152489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Anciens Etablissements CLOOS & KRAUS S.à r.l., successeurs LANNERS et SIEBENALLER, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7559 Bissen, ZAC Jauschwis.

R.C.S. Luxembourg B 5.686.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Anciens Etablissements CLOOS & KRAUS S.à r.l. successeurs LANNERS et SIEBENALLER

Référence de publication: 2013125171/11.

(130152663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Alinery Air Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 109.891.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ALINERY AIR INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013125180/11.

(130152251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

B.J.B. S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg E 289.

Extrait de la résolution prise en date du 30 juillet 2013

Transfert du siège social avec effet au 1^{er} septembre 2013

- L-1930 Luxembourg, 16a, avenue de la Liberté

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125191/11.

(130152413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Copipart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 52.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125247/10.

(130152513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Grignan Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9806 Hosingen, 1, rue Haaptstroos.

R.C.S. Luxembourg B 152.721.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacobus Christoffel van Tonder

Gérant

Référence de publication: 2013125327/11.

(130152345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Dawa GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 94.078.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 19 août 2013

Est nommé gérant de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Guy HORNICK, gérant de catégorie B démissionnaire:

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125249/15.

(130152758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Davies 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 145.366.

—
Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Le siège social de l'associé unique Davies Limited, a changé et doit désormais se lire comme suit: 190, Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Îles Caïmans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Davies 1 S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013125248/16.

(130152485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Bregal Sagemount Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 170.584.

—
EXTRAIT

L'adresse professionnelle de Monsieur John Drury, gérant, a été modifiée comme suit en date du 12 Août 2013:

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre.

Référence de publication: 2013125201/12.

(130152802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

InterCarLux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, Zone d'Activité Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 152.219.

—
Les comptes annuels rectifiés de l'exercice 2010 (rectification du dépôt initial des comptes annuels du 7/2/2012 sous le numéro L120022654), ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Bascharage, le 24 juin 2013.

Référence de publication: 2013125364/11.

(130152472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Flintstone, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 178.630,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 138.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FLINTSTONE
P. STOCK / O. BEAUDOUL
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013125313/12.

(130152371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

German Government Bond Strategies SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 171.571.

Die Bilanz zum 28. Februar 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 28. Februar 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 3. September 2013.
Für German Government Bond Strategies SICAV-FIS
Die Zentralverwaltungsstelle:
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013125320/15.

(130152462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Gleneagley Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 111.304.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 septembre 2013.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER
Signature

Référence de publication: 2013125331/12.

(130152812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Braveheart LuxCo I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 449.411,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 145.644.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 2 Septembre 2013

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique que:

- Monsieur Kenneth Batko, né le 23 novembre 1950 à Chicago, Illinois (U.S.A.) résidant professionnellement au 775 Corporate Woods Parkway, Vernon Hills, IL 60061 U.S.A., est nommé gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 04 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125197/15.

(130152411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Bregal Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 10.183.

EXTRAIT

Les adresses professionnelles de Messieurs John Drury et Louis Brenninkmeijer, gérants, ont été modifiées comme suit en date du 12 Août 2013:

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre;

- Louis BRENNINKMEIJER administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre.

Référence de publication: 2013125198/15.

(130152799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Bregal Private Capital II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 137.011.

EXTRAIT

Les adresses professionnelles de Messieurs John Drury et Louis Brenninkmeijer, gérants, ont été modifiées comme suit en date du 12 Août 2013:

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre;

- Louis BRENNINKMEIJER administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre.

Référence de publication: 2013125200/15.

(130152805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Belgravia European Properties Holding 2, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 128.530.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 16 août 2013 a renouvelé le mandant du gérant:

- TERES, société à responsabilité limitée, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, RCS Luxembourg B 141.013, gérant. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Pour BELGRAVIA EUROPEAN PROPERTIES HOLDING 2

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013125210/15.

(130152571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2013.

Egli S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3468 Dudelange, 32, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 95.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013125812/9.

(130152996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

AMC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 2, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 130.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125657/10.

(130153287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Amstell Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 134.921.

—
EXTRAIT

L'adresse professionnelle de Monsieur John Drury, administrateur, a été modifiée comme suit en date du 12 Août 2013:

- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Michelin House, 81 Fulham Road, 3^{ème} étage, London SW3 6RD, Angleterre.

Référence de publication: 2013125658/12.

(130153216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Anillo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 89.205.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125661/10.

(130152923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

ARD Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 160.806.

Le bilan consolidé de la société Ardagh Group S.A., maison mère de la société ARD Finance S.A., au 31 décembre 2012, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013125666/12.

(130153611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Archeide Discounted Receivables Opportunities Fund, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 167.234.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125665/10.

(130153385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

W2007 Parallel Amelia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 129.707.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 09 août 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Maxime Nino en qualité de gérant de la Société avec effet au 9 août 2013.

- la nomination avec effet au 09 août 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société de GS Lux Management Services Sarl, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 88045

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 9 août 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, gérant

- GS Lux Management Services Sarl, gérant

- Dominique LE GAL, gérant

- Michael FURTH, gérant

- Véronique MENARD, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Marielle STIJGER

Gérante

Référence de publication: 2013123905/23.

(130150259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2013.

Stirling Capital, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,

(anc. Sparrowhawk Properties 404 S.à r.l.).

Capital social: EUR 12.503,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 162.829.

In the year two thousand and thirteen, the sixteenth day of the month of August;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of Sparrowhawk Properties 404 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 162.829, with a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), incorporated on 5 August 2011 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published on 14 October 2011 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The Meeting was opened at 02:30 p.m., with Mr. Victorien HÉMERY, avocat à la Cour, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr. Amaury LAMBERT, maître en droit, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Sinan ULKER, maître en droit, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I- That the represented Shareholder, the proxy of the represented Shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the proxy of the represented Shareholder and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented Shareholder will also remain annexed to the present deed after having been initialed ne varietur by the appearing person.

II- That pursuant to the attendance list, one hundred twenty-five (125) shares representing one hundred percent (100%) of the share capital of the Company are present or represented at the Meeting and that the Shareholder present or represented consider itself being duly informed of the agenda and waive any convening notice.

III- That the Meeting is regularly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Split of the shares of the Company by dividing each and all of the one hundred twenty-five (125) existing shares having a par value of one hundred euro (EUR 100.-) representing the entire amount of the share capital of twelve thousand

five hundred euro (EUR 12,500.-) into twelve thousand five hundred (12.500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each;

2. Creation of two (2) classes of shares, respectively class A (the "Class A Shares") and class B (the "Class B Shares");

3. Re-classification of the twelve thousand five hundred (12.500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) held by Silver Stirling 1 Limited into the Class A Shares;

4. Increase of the share capital of the Company by an amount of three euro (EUR 3.-) in order to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred and three euro (EUR 12,503.-) by the issuance of three (3) Class B Shares each having a par value of one euro (EUR 1.-);

5. Modification of the currency of the share capital of the Company so as for the share capital of the Company to be the British Pound (GBP) equivalent of twelve thousand five hundred and three euro (EUR 12,503.-);

6. Change of the name of the Company;

7. Restatement of article 3 of the articles of association of the Company that shall now be read as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company, including by acquiring loans secured on such companies assets.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.";

8. Full restatement of the articles of association of the Company;

9. Acceptance of the resignation of Mr. Clifford Langford as class B manager of the Company (the "Class B Manager") and of Mr. Andrew Pettit as class A manager of the Company (the "Class A Manager") and granting of discharge;

10. Appointment of two (2) Class A Managers being Ms. Habiba Boughaba and Mr. Renaud Labye and of one (1) class C manager of the Company (the "Class C Manager") being Mr. Nicholas West; and

11. Miscellaneous.

The Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First Resolution

The Meeting resolves to split the shares of the Company by dividing each of the one hundred twenty-five (125) existing shares having a par value of one hundred euro (EUR 100.-) representing the entire amount of the share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) into twelve thousand five hundred (12.500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Second resolution

The Meeting resolves to create two (2) classes of Shares, respectively Class A Shares and Class B Shares.

Third resolution

The Meeting resolves to re-classify the twelve thousand five hundred (12.500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) held by Silver Stirling I Limited into the Class A Shares.

Fourth resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three euro (EUR 3.-) in order to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) to twelve thousand five hundred and three euro (EUR 12,503.-) by the issuance of three (3) Class B Shares each having a par value of one euro (EUR 1.-) to be subscribed by David Newett, of Gorse Hill, Linton Common, Linton, Wetherby, West Yorkshire LS22 4JD born in Chesterfield on 13 February 1959 with a United Kingdom passport with number 801607669 ("David Newett") by way of a contribution in kind.

Subscription - Payment

Thereupon, David Newett, declares to subscribe for three (3) Class B Shares newly issued, each having a par value of one euro (EUR 1.-) and to fully pay up the three (3) Class B Shares by way of a contribution in kind.

The three (3) Class B Shares have been entirely paid up for their nominal value of three euro (EUR 3.-) with a share premium of the equivalent in euro of together one million six hundred thousand British Pound (GBP 1,600,000.-) by way of a contribution in kind consisting in the conversion of two (2) certain, liquid and enforceable claims (the "Claims") that David Newett holds against the Company.

The existence, the value and the free transferability of the Claims have been evidenced to the undersigned notary by the valuation certificate executed by the Company and David Newett and the free transferability certificate for each of the two (2) Claims executed by David Newett.

Further to the allocation of the three euro (EUR 3.-) to the share capital of the Company out of the aggregate amount of the contribution in kind, the equivalent in euro of the balance thereon will be allocated to the share premium account of the Company.

As a consequence of the above resolutions, David Newett joins the present Meeting in order deliberate on the following resolutions:

Fifth resolution

The Meeting resolves to change the currency of the share capital of the Company so as for the share capital of the Company to be the British Pound (GBP) equivalent of twelve thousand five hundred and three euro (EUR 12,503.-) and to fix the conversion rate at eighty-five pence (GBP 0.85) for one euro (EUR 1.-).

Sixth resolution

The Meeting resolves to change the name of the Company to "Stirling Capital, S.à r.l.".

Seventh resolution

The Meeting resolves to restate article 3 of the articles of association of the Company that shall now read as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company, including by acquiring loans secured on such companies assets.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes. "

Eighth resolution

The Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company so as to read as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Definitions. As used in the present Articles, the terms defined below have the following respective meanings:

"Articles"	means the present articles of association of the Company.
"A Shareholder"	means the Shareholder owning the Class A Shares of the Company.
"B Shareholder"	means the Shareholder owning the Class B Shares of the Company.
"Board"	means the board of managers of the Company.
"Class A Managers"	has the meaning ascribed to it in article 14.
"Class C Managers"	has the meaning ascribed to it in article 14.
"Class A Share"	means any of the class A Shares of the Company.
"Class B Share"	means the class B Shares of the Company.
"Company"	has the meaning ascribed to it in article 2.
"Debt"	means any form of debt or claim acquired or to be acquired by the Company in accordance with the Shareholders Agreement.
"Law"	means the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.
"Manager"	means any Class A Manager or Class C Manager of the Company.
"Reserved Matters"	means, subject to the Shareholders Agreement, any decision relating to any of the matters listed below that shall, for so long only as the Debt remains outstanding, require the written consent of each Shareholder or a vote in favour by each Shareholder at a general meeting of the Shareholders of the Company properly convened and held provided always that the B Shareholder or the initial B Shareholder, as the case may be, shall not unreasonably withhold or delay his consent to any such matter (and if he does unreasonably withhold or delay his consent to any such matter, such matter shall not require the approval of the B Shareholder or the initial B Shareholder subject to the Law)

where the criteria for appreciating such situation shall be set forth in the Shareholders Agreement:

- (i) the sale, release, waiver, write down or material alteration to any of the terms of all or part of the Debt and any financing instrument relating to the Debt pursuant to the Shareholders Agreement;
- (ii) the assignment or transfer (otherwise than on sale) of the Debt, (for the avoidance of doubt not including the grant of a charge over the Debt), save on enforcement in accordance with its terms of any security given by the Company for any financing instrument relating to the Debt pursuant to the Shareholders Agreement;
- (iii) any amendment to the Shareholders Agreement or any ancillary documents referred to in such Shareholders Agreement which has an adverse effect on the B Shareholder or the initial B Shareholder, as the case may be, and/or the rights attaching to the Class B Shares;
- (iv) save in accordance with the Shareholders Agreement, the alteration of the Articles or the adoption of any alternative articles or the passing of any resolutions inconsistent with them which has an adverse effect on the B Shareholder or the initial B Shareholder, as the case may be, and/or the rights attaching to the Class B Shares;
- (v) an adverse variation of any rights attaching to the Class B Shares;
- (vi) the issue of share or loan capital to any third party or the creation or grant of any options or other rights in favour of a third party to subscribe for shares in the capital of the Company or to convert into shares in the capital of the Company where such action has an adverse effect on the B Shareholder or the initial B Shareholder, as the case may be, and/or the rights attaching to the B Shares;
- (vii) the reduction of the share capital of the Company affecting any Class B Shares or the purchase or redemption of any Class B Shares;
- (viii) agreeing with, or offering to do any of the matters noted in clauses (i) to (viii) above (inclusive); or
- (ix) the making of any payment under any financing instrument entered into between the Company and the A Shareholder or distributions to the A Shareholder made in circumstances mentioned in the Shareholders Agreement.

"Share"

means any of the Class A Shares or Class B Shares and any share issued by the Company in accordance with the Articles and the Shareholders Agreement, as the case may be.

"Shareholder"

means a shareholder of the Company.

"Shareholders Agreement"

any agreement which may be entered into among the Shareholders from time to time (if any).

Art. 2. Name - Legal Form. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Stirling Capital, S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the Law, as well as by the present Articles.

Art. 3. Purpose.

3.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

3.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company, including by acquiring loans secured on such companies assets.

3.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

3.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

4.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 5. Registered office.

5.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

5.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the Board. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

5.4 In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. Share Capital.

6.1 The Company's share capital is set at ten thousand six hundred twenty-seven British Pound and fifty-five pence (GBP 10,627.55) represented by twelve thousand five hundred (12.500) Class A Shares and three (3) Class B Shares, both Class A Shares and Class B Shares being in registered form and having a par value of eighty-five pence (GBP 0,85) each, all subscribed and fully paid-up, each Share having such rights and obligations as set out in the present Articles and the Shareholders' Agreement.

6.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

6.3 The Company may redeem its own Shares subject to the Law and the Shareholders' Agreement.

Art. 7. Shareholders.

7.1 The Company may have one (1) or several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

7.2 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 8. Register of Shares - Transfer of Shares.

8.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

8.2 The Company will recognise only one (1) holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

8.3 Unless otherwise provided in the Shareholders Agreement, the Shares are freely transferable among Shareholders.

8.4 Unless otherwise provided in the Shareholders Agreement, inter vivos, the Shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

8.5 Any transfer of Shares in accordance with the Law, these Articles and the Shareholders Agreement, as applicable, shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

8.6 In the event of death, the Shares of the deceased Shareholder may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving Shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased Shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 9. Collective decisions of the Shareholders.

9.1 The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by Law and by these Articles as well as by the Shareholders Agreement, in particular with respect to the Reserved Matters.

9.2 Unless otherwise provided in the Shareholders Agreement, each Shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns and shall act in accordance with the Law, the Articles and the Shareholders Agreement.

9.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of Shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each Shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

9.4 In the case of a sole Shareholder, such Shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the "general meeting of Shareholders" shall be construed as a reference to the sole Shareholder, depending on the

context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole Shareholder.

Art. 10. General meetings of Shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, at least one (1) general meeting of Shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the Shareholders are present or represented at a general meeting of Shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 11. Quorum and Vote.

11.1 Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

11.2 Save for a higher majority provided in these Articles, by the Law or by the Shareholders Agreement, collective decisions of the Company's Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 12. Change of nationality. The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 13. Amendments of the Articles. Unless otherwise provided in these Articles or in the Shareholders Agreement, any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of Shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 14. Powers of the sole Manager - Composition and Powers of the Board.

14.1 The Company is managed by one (1) or several Managers. If several Managers are appointed, they will constitute the Board which shall be composed of one (1) or several Class A Managers and one (1) or several Class C Managers. The Manager(s) need not to be Shareholder(s).

14.2 Several Managers form the Board.

14.3 If the Company is managed by one (1) Manager, to the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these Articles, a reference to the "Board" used in these Articles is to be construed as a reference to the "sole Manager".

14.4 The Board is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law, by these Articles or the Shareholders Agreement, as the case may be, to the general meeting of Shareholders.

14.5 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one (1) or more agents, whether Shareholders or not, by (i) the sole Manager, or as the case may be (ii) any Class A Manager or any Class C Manager.

Art. 15. Appointment, Removal and Term of office of a Manager. Upon proposal made by the A Shareholder in accordance with the Shareholders Agreement, the Manager(s) shall be appointed or removed with or without cause by the general meeting of Shareholders which shall also determine their remuneration and term of office in accordance with the Shareholders Agreement.

Art. 16. Vacancy in the office of a Manager.

16.1 In the event of a vacancy in the office of a Manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced Manager by the remaining Managers until the next meeting of Shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

16.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole Manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of Shareholders. Convening meetings of the Board

17.1 The Board shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager in Luxembourg and in any event not less than quarterly at such times as may be determined by the Board.

17.2 No Board meeting shall ordinarily be convened on less than five (5) business days' notice, but Board meetings may be convened by giving not less than one (1) hour's notice (and in any event as much notice as is reasonably possible in the circumstances) if the interests of the Company or its Shareholders would, in the reasonable opinion of a Manager, be likely to be adversely affected to a material extent if the business to be transacted at such Board meeting were not dealt with as a matter of urgency or if all the Managers agree. Any notice of a Board meeting shall include an agenda identifying in reasonable detail the matters to be discussed at the meeting together with copies of any relevant papers to be discussed at the meeting.

17.3 No prior notice shall be required in case all Managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the Board.

Art. 18. Conduct of meetings of the Board.

18.1 The Board may elect among its members a chairman who shall be a Class A Manager. It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board.

18.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the Board. In his absence, the Board may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of Managers present or represented at any such meeting.

18.3 Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing another Manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A Manager may represent one (1) or more but not all of the other Managers.

18.4 Meetings of the Board may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company. The attendance of a meeting of the Board by conference-call or video conference is subject to the conditions set forth in the Shareholders Agreement.

18.5 Subject to the provisions of article 18.6 below, the quorum for any meeting of the Board shall be one (1) Class A Manager and one (1) Class C Manager.

18.6 Notwithstanding any provision to the contrary in the Law or the Articles, to be quorate a majority of the Managers attending any meeting of the Board must be resident outside of the United Kingdom.

18.7 Subject to the Reserved Matters, the Board shall decide on matters by the unanimous vote of the Managers present or represented and each Manager shall have one (1) vote at any meeting of the Board.

18.8 The Board may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each Manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 19. Minutes of the meeting of the Board - Minutes of the decisions of the sole Manager.

19.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any (or in his absence by the chairman pro tempore) and the secretary (if any).

19.2 Decisions of the sole Manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole Manager.

Art. 20. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of the sole Manager, or (ii) the joint signatures of any one (1) Class A Manager and any one (1) Class C Manager, (save for transactions up to an amount equal to twenty thousand euro (EUR 20,000.-) or the equivalent in any other currency on a transaction basis and up to an amount equal to one hundred thousand euro (EUR 100,000.-) or the equivalent in any other currency on an annual aggregate basis where the Company is bound towards third parties by the single signature of any Manager), or (iii) by the single or joint signature(s) of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with the Articles.

E. Audit and Supervision

Art. 21. Auditor(s).

21.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one (1) or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of Shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

21.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of Shareholders.

21.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.4 If the Shareholders of the Company appoint one (1) or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

21.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of Shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of July of each year and shall end on the 30 June in the following year.

Art. 23. Annual accounts and Allocation of profits.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

23.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

23.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing Shareholder agrees with such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 Upon recommendation of the Board, the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law, these Articles and the Shareholders Agreement.

23.6 Unless otherwise provided in the Shareholders Agreement, distributions shall be made to the Shareholders in proportion to the number of Shares they hold in the Company.

Art. 24. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

24.1 The Board may decide, subject to the provisions set forth in the Shareholders Agreement, to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the Board showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these Articles do not allow to be distributed.

24.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law, these Articles and the Shareholders Agreement.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation.

25.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 4.2 of these Articles, the liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators who are appointed by the general meeting of Shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

25.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in accordance with the provision of the Shareholders Agreement.

H. Final clause - Governing law

Art. 26. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law."

Ninth resolution

The Meeting resolves to accept the resignation of Mr. Andrew Pettit, in his capacity as Class A Manager, and Mr. Clifford Langford, in his capacity as Class B Manager and to grant full discharge to them for the performance of their mandates.

Tenth resolution

The Meeting resolves to appoint Ms. Habiba Boughaba and Mr. Renaud Labye as Class A Managers of the Company and Mr. Nicholas West as Class C Manager, each for an unlimited period, so that the board of managers of the Company shall now be composed as follows:

- Mr. Renaud Labye, born in Liège (Belgium), on 11 September 1977, with professional address at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class A Manager of the Company;
- Ms. Habiba Boughaba, born in Charleville-Mezières (France), on 6 September 1973, with professional address at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class A Manager of the Company; and
- Mr. Nicholas West, born in Aylesbury (United Kingdom), on 17 May 1972, with professional address at 20 Balderton Street, London W1K6TL, United Kingdom, as Class C Manager of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand four hundred Euros (EUR 3,400.-).

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first written above.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

A été tenue une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des associés (les «Associés») de Sparrowhawk Properties 404 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.829, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), constituée le 5 août 2011 par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, ayant été publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 14 octobre 2011 (la «Société»).

L'Assemblée s'est ouverte à 14.30 heures, sous la présidence de Monsieur Victorien HÉMERY, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a nommé comme secrétaire Monsieur Amaury LAMBERT, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée a désigné comme scrutateur Monsieur Sinan ULKER, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I- L'Associé représenté, la procuration de l'Associé et le nombre de leurs parts sociales sont détaillés sur la liste de présence. Cette liste de présence, signée par le mandataire des Associés représentés et par le bureau de l'Assemblée restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La procuration de l'Associé représenté restera également annexée au présent acte après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire.

II- Conformément à la liste de présence, l'Associé détient toutes les parts sociales représentant 100% du capital social de la Société et déclare avoir été dûment informé de l'ordre du jour et renonce aux formalités de convocation.

III- L'Assemblée est régulièrement constituée et peut en conséquence délibérer valablement sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1- Répartition des parts sociales de la Société en divisant la valeur de chacune de ces cent vingt-cinq (125) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de cent (100) euros, représentant le montant total du capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

2- Création de deux (2) classes de parts sociales, respectivement les parts sociales de Classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et les parts sociales de Classe B (les «Parts Sociales de Classe B»);

3- Requalification des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et détenues par Silver Stirling 1 Limited, en Parts Sociales de Classe A;

4- Augmentation du capital social de la Société en vue de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de douze mille cinq cent et trois euros (EUR 12.503,-) par l'émission de trois (3) Parts Sociales de Classe B chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-);

5- Modification de la monnaie d'expression du capital social de sorte que le capital social de la Société soit l'équivalent en Livres Sterling (GBP) de douze mille cinq cent et trois euros (EUR 12.503,-);

6- Changement de la dénomination sociale de la Société;

7- Refonte de l'article 3 des statuts (les «Statuts») de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, incluant l'acquisition de prêts garantis sur les actifs de la société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds, en particulier en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toutes sortes d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.»

8- Refonte complète des Statuts;

9- Accord sur la démission de M. Clifford Langford en tant que Gérant de Classe B de la Société (le «Gérant de Classe B») et de M.. Andrew Pettit en tant que Gérant de Classe A de la Société (le «Gérant de Classe A») et octroi du quitus (décharge);

10- Nomination de deux (2) Gérants de Classe A, ceux-ci étant Mlle. Habiba Boughaba et M. Renaud Labye et d'un (1) gérant de Classe C (le «Gérant de Classe C») celui-ci étant M. Nicholas West; et

11- Divers.

L'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Assemblée décide de répartir les parts sociales de la Société en divisant la valeur de chacune de ces cent vingt-cinq (125) parts sociales, chacune d'une valeur nominale de cent (100) euros, et représentant le montant total du capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-).

Deuxième Résolution

L'Assemblée décide de créer deux (2) nouvelles classes de parts sociales, respectivement les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B.

Troisième Résolution

L'Assemblée décide de requalifier les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et détenues par Silver Stirling I Limited, en Parts Sociales de Classe A.

Quatrième Résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois euros (EUR 3,-) en vue de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à un montant de douze mille cinq cent trois euros (EUR 12.503,-) par l'émission de trois (3) Parts Sociales de Classe B chacune d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-); lesquelles seront souscrites par David Newett, de Gorse Hill, Linton Common, Wheterby, West Yorkshire LS22 4JD, né à Chesterfield le 13 février 1959 et ayant un passeport britannique portant le numéro 8016076699 («David Newett»), par le moyen d'un apport en nature

Souscription - Paiement

Ainsi, David Newett, déclare souscrire pour un total de trois (3) Parts Sociales de Classe B nouvellement émises, chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et déclarer libérer entièrement ces trois (3) parts Sociales de Classe B au moyen d'un apport en nature.

Les trois (3) Parts Sociales de Classe B ont été entièrement libérées à leur valeur nominale de trois euros (EUR 3,-) avec une prime d'émission d'un montant total en euro équivalent ensemble à un million six cent mille Livres Sterling (GBP 1.600.000,-) au moyen d'un apport en nature consistant en une conversion de deux (2) créances certaines, liquides et exigibles (les «Créances») que David Newett détient à l'encontre de la Société.

La preuve de l'existence, de la valeur et de la libre cessibilité des Créances ci-dessus mentionnées a été démontrée et produite au notaire soussigné au moyen du certificat d'évaluation émis par la Société et David Newett et du certificat de libre cessibilité pour chacune des deux (2) Créances exécutées par David Newett.

À la suite de l'apport de ces trois euros (EUR 3,-) au capital social de la Société au moyen d'un apport en nature, l'équivalent de ce montant en euros sera versé en contrepartie sur le compte prime d'émission de la Société.

En conséquence des résolutions qui précèdent, David Newett joint désormais la présente réunion afin de délibérer sur les résolutions qui suivent:

Cinquième Résolution

L'Assemblée décide de modifier la devise du capital social de sorte que le capital social de la Société soit l'équivalent en Livres Sterling (GBP) de douze mille cinq cent trois euros (EUR 12.503,-).

Sixième Résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale de la Société qu'elle soit désormais dénommée «Stirling Capital, S.à r.l.».

Septième Résolution

L'Assemblée décide de refondre l'article 3 des statuts (les «Statuts») de la Société qui sera désormais formulé de la manière suivante:

«La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, incluant l'acquisition de prêts garantis sur les actifs de la société.

Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.»

Huitième Résolution

L'Assemblée décide de refondre entièrement les Statuts de la Société comme suit:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Définitions. Tels qu'utilisés dans les Statuts présents, les termes définis ci-dessous ont les significations respectives suivantes:

"Articles"	signifie les présents Statuts de la Société.
"Associé A"	signifie l'Associé détenant les Parts Sociales de Classe A de la Société.
"Associé B"	signifie l'Associé détenant les Parts Sociales de Classe B de la Société.
"Conseil de Gérance"	signifie le Conseil de Gérance de la Société.
"Gérants de Classe A"	a le sens qui lui est conféré à l'Article 14.
"Gérants de Classe C"	a le sens qui lui est conféré à l'Article 14.
"Part Sociale de Classe A"	signifie toute part sociale de Classe A de la Société.
"Part Sociale de Classe B"	signifie toute part sociale de Classe B de la Société.
"Société"	a le sens qui lui est conféré à l'Article 2.
"Dettes"	signifie toute forme de dette ou réclamation reçue ou à recevoir par la Société conformément au Pacte d'Associés.
"Loi"	signifie la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.
"Gérant"	signifie tout Gérant de Classe A ou Gérant de Classe C de la Société.
"Sujets Réservés"	signifient sous réserve du Pacte d'Associés, toute décision relative à l'une des questions ci-dessous qui nécessite, tant que la dette demeure impayée, le consentement écrit de chaque Associé ou un vote en faveur de chaque Associé lors d'une assemblée générale des Associés de la Société dûment convoquée et tenue à condition que l'Associé B ou l'Associé B initial, selon le cas, ne retienne pas indûment ou ne retarde pas son consentement relatif à une telle question (et s'il retient ou retarde indûment son consentement à une telle question, cette question ne doit pas nécessiter l'approbation de l'Associé B ou de l'Associé B initial sous réserve de la Loi) où les critères d'appréciation de cette situation doivent être énoncés dans le Pacte d'Associés: (i) la vente, la libération, la renonciation, ou toute modification importante apportée à tout ou partie de la Dette et un instrument de financement relative à la Dette conformément au Pacte d'Associés; (ii) la cession ou le transfert (autrement que la vente) de la Dette, (pour éviter tout doute ne comprenant pas l'octroi d'une charge sur la Dette), à l'exception de respecter les termes de la garantie donnée par la Société pour n'importe quel instrument financier relatif à la dette conformément au Pacte d'Associés; (iii) toute modification apportée au Pacte d'Associés ou au document annexé au Pacte d'Associés ayant un effet négatif sur l'Associé B ou l'Associé B initial, le cas échéant, et / ou les droits attachés aux Parts Sociales de Classe B; (iv) en conformité avec le Pacte d'Associés, la modification des Statuts ou l'adoption d'autres articles alternatifs ou l'adoption de toute autre résolution incompatible avec les Statuts ayant un effet négatif sur l'Associé B ou l'Associé B initial, selon le cas, et / ou les droits attachés aux Parts Sociales de Classe B;

	(v) une variation défavorable de tous les droits attachés aux Parts Sociales de Classe B;
	(vi) toute question relative à l'émission de part sociale ou de capitaux d'emprunt à un tiers ou la création ou l'octroi d'options ou d'autres droits en faveur d'un tiers pour souscrire à des parts sociales dans le capital de la Société ou les convertir en parts sociales dans le capital de la Société où une telle action aurait un effet négatif sur l'Associé B ou l'Associé B initial, le cas échéant, et/ou les droits attachés aux Parts Sociales de Classe B;
	(vii) la réduction du capital social de la Société affectant les Parts Sociales de Classe B ou le l'achat des Parts Sociales de Classe B;
	(viii) approuvant ou proposant d'exécuter chacune des mesures mentionnées aux alinéas (i) à (viii) ci-dessus (inclus); ou
	(ix) la réalisation de tout paiement en vertu de tout instrument financier accepté autant que tel entre la Société et l'Associé de Classe A ou les distributions effectuées à l'Associé de Classe A, conformément aux conditions posées dans le Pacte d'Associés.
"Part Sociale"	signifie l'une des Parts Sociales de Classe A ou de Classe B et toute part sociale émise par la Société conformément aux Statuts et au Pacte d'Associés, selon le cas.
"Associé"	signifie un associé de la Société.
"Pacte d'Associés"	signifie tout accord qui pourrait être conclu entre les Associés de temps à autre (le cas échéant).

Art. 2. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Stirling Capital, S.à r.l.» (ci-après la « Société ») qui doit être régie par la Loi, ainsi que par les présents Statuts.

Art. 3. Objet.

3.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

3.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, incluant l'acquisition de prêts garantis sur les actifs de la société.

3.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en particulier en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toutes sortes d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

3.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Elle peut être dissoute à tout moment et avec ou sans cause par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents Statuts.

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

5.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du Conseil de Gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents Statuts.

5.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du Conseil de Gérance.

5.4 Dans l'hypothèse où le Conseil de Gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Capital social.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à dix mille six cent vingt-sept virgule cinquante-cinq Livres Sterling (GBP 10.627,55) représentés par douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe A et par trois (3) Parts Sociales de Classe B, les deux Classes de parts sociales étant dans la forme nominative et ayant chacune une valeur nominale de

quatre-vingt-cinq pences (GBP 0,85), toutes entièrement libérées et souscrites, toute Part Sociale ayant les droits et obligations décrits dans les présents Statuts ainsi que dans le Pacte d'Associés.

6.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts.

6.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales conformément à la Loi et au Pacte d'Associés.

Art. 7. Associés.

7.1 La Société peut avoir un (1) ou plusieurs Associés, avec un nombre maximal de quarante (40) Associés.

7.2 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 8. Registre des Parts Sociales - Transfert des Parts Sociales.

8.1 Un registre des Parts Sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque Associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'Associé demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un (1) seul titulaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette Part Sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Sous réserves des dispositions du Pacte d'Associés, les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés.

8.4 Sauf disposition contraire du Pacte d'Associés, inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les Associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

8.5 Conformément à la Loi, aux présents Statuts et au Pacte d'Associés, toute cession de Parts Sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

8.6 En cas de décès, les Parts Sociales de l'Associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel Associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les Associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les Parts Sociales sont transférées aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'Associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 9. Décisions collectives des Associés.

9.1 L'assemblée générale des Associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents Statuts, ainsi que par le Pacte d'Associés et en particulier les Sujets Réservés.

9.2 Sous réserves des dispositions du Pacte d'Associés, chaque Associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient et doit agir en conformité avec la Loi, les présents Statuts et le Pacte d'Associés.

9.3 Dans l'hypothèse où et aussi longtemps que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque Associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

9.4 En cas d'Associé unique, cet Associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des Associés» devra être entendue comme une référence à l'Associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés seront exercés par l'Associé unique.

Art. 10. Assemblées générales des Associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) Associés, une (1) assemblée générale des Associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation. D'autres assemblées générales d'Associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans leurs avis de convocations. Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 11. Quorum et Vote.

11.1 Chaque Associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

11.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents Statuts, par la Loi ou le Pacte d'Associés, les décisions collectives des Associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 12. Changement de nationalité. Les Associés ne peuvent changer qu'à l'unanimité la nationalité de la Société.

Art. 13. Modification des Statuts. Sous réserves des dispositions des présents Statuts et du Pacte d'Associés, toute modification des Statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 14. Pouvoirs du Gérant unique - Composition et Pouvoirs du Conseil de Gérance.

14.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs Gérants. Si la Société a plusieurs Gérants, les Gérants forment un Conseil de Gérance, lequel devra être composé d'un (1) ou plusieurs Gérants de Classe A et d'un (1) ou plusieurs Gérants de Classe C. Les Gérants ne sont pas tenus d'être des Associés.

14.2 Plusieurs Gérants constituent le Conseil de Gérance.

14.3 Lorsque la Société est gérée par un Gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces Statuts, une référence au «Conseil de Gérance» dans ces Statuts devra être entendue comme une référence au «Gérant unique».

14.4 Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi, les présents Statuts ou par le Pacte d'Associés, selon le cas, à l'assemblée générale des Associés.

14.5 Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des sujets déterminées à un (1) ou plusieurs agents, bien qu'associés ou non, par (i) le Gérant unique, et selon le cas qui sera soit (ii) un Gérant de Classe A ou un Gérant de Classe C.

Art. 15. Nomination, Révocation et Durée du mandat du Gérant. Sur proposition faite par l'Associé de Classe A conformément au Pacte d'Associés, le Gérant doit être nommé ou révoqué avec ou sans motif par l'assemblée générale des Associés qui doit aussi déterminer sa rémunération et la durée du mandat conformément au Pacte d'Associés.

Art. 16. Vacance d'un poste de Gérant.

16.1 Dans l'hypothèse où un poste de Gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du Gérant remplacé par les Gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des Associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

16.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un Gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des Associés.

Art. 17. Convocation aux réunions du Conseil de Gérance.

17.1 Le Conseil de Gérance doit se réunir aussi souvent que les intérêts de la Société l'exige ou sur demande de tout Gérant à Luxembourg et en tous cas au moins une fois par trimestre aux moments jugés opportun par le Conseil de Gérance.

17.2 Toute réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée avec un avis de convocation d'au moins cinq (5) jours ouvrables. Toutefois, les réunions du Conseil de Gérance peuvent se tenir en donnant un avis de convocation d'au moins une (1) heure avant la réunion (les avis de convocation peuvent varier d'une manière raisonnable selon les circonstances) si les intérêts de la Société ou de ses Associés seraient, selon l'avis raisonnable d'un Gérant, susceptible d'être affectés d'une manière importante si les affaires devant être traitées lors d'une assemblée générale n'ont pas été traitées comme une question d'urgence ou si tous les Gérants sont d'accord. Toute notification d'une réunion du Conseil de Gérance doit inclure un ordre du jour afin d'identifier en détail les sujets à discuter lors de la réunion ainsi que des copies de tous les documents pertinents qui seront discutés lors de cette réunion.

17.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les Gérants seront présents ou représentés à un Conseil de Gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance.

Art. 18. Conduite des réunions du Conseil de Gérance.

18.1 Le Conseil de Gérance peut élire un président du Conseil de Gérance parmi ses membres qui doit initialement être un Gérant de Classe A. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du Conseil de Gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

18.2 Le président du Conseil de Gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance peut nommer provisoirement un autre Gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

18.3 Tout Gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant tout autre Gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un Gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du Conseil de Gérance.

18.4 Les réunions du Conseil de Gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement

sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société. La participation à une réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence est soumise aux conditions énoncées dans le Pacte d'Associés.

18.5 Sous réserve des dispositions de l'article 18.6 ci-dessous, le quorum pour toute réunion du Conseil de Gérance est d'un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe C.

18.6 Malgré toute disposition contraire dans la loi ou les Statuts, la majorité des Gérants présents lors d'une réunion du Conseil de Gérance doivent résider en dehors du Royaume-Uni.

18.7 Sous réserve des Sujets Réservés, les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés et chaque Gérant dispose d'une (1) voix lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

18.8 Le Conseil de Gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque Gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance - Procès-verbaux des décisions du Gérant unique.

19.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil de Gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président (ou en son absence par le président temporaire) et la secrétaire (le cas échéant).

19.2 Les décisions du Gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le Gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte, seront signés par le Gérant unique.

Art. 20. Rapports avec les tiers. La Société est engagée envers les tiers dans tous les domaines: (i) la seule signature du Gérant unique, ou (ii) les signatures conjointes d'un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe C (à l'exception des transactions jusqu'à un montant égal à vingt mille euros (EUR 20.000,-) ou l'équivalent dans toute autre devise sur une base de transaction et d'un montant égal à cent mille euros (EUR 100.000,-) ou l'équivalent dans toute autre devise sur une base annuelle globale où la Société est engagée envers les tiers par la signature individuelle de chaque Gérant), ou (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué conformément aux Statuts.

E. Audit et Surveillance

Art. 21. Commissaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

21.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) Associés, les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Associés doit désigner les commissaires et déterminer la durée de leurs fonctions.

21.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des Associés.

21.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

21.4 Si les Associés de la Société désignent un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

21.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des Associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) juillet de chaque année et se termine le trente (30) juin de l'année suivante.

Art. 23. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

23.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

23.2 A partir des bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un Associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet Associé consent à cette affectation.

23.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.5 Sur proposition du Conseil de Gérance, l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents Statuts et Pacte d'Associés.

23.6 Sauf disposition contraire dans le Pacte d'Associés, les distributions aux Associés doivent être effectuées en proportion du nombre de Parts Sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 24. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

24.1 Le Conseil de Gérance peut décider, conformément aux décisions prévues dans le Pacte d'Associés, de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le Conseil de Gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents Statuts interdisent la distribution.

24.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux Associés conformément à la Loi, aux présents Statuts et au Pacte d'Associés.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation.

25.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 4.2 des présents Statuts, la liquidation sera effectuée par un (1) ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des Associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

25.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les Associés conformément au Pacte d'Associés.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents Statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Neuvième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission de M. Andrew Pettit, en sa qualité de Gérant de Classe A, de M. Clifford Langford, en sa qualité de Gérant de Classe B et de leur donner quitus (décharge) pour leurs mandats effectués.

Dixième Résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Mlle. Haibiba Boughaba et M. Renaud Labye en qualité de Gérants de Classe A de la Société et M. Nicholas West en qualité de Gérant de Classe C, chacun pour une durée indéterminée, afin que le Conseil de Gérance de la Société soit maintenant composé comme suit:

- M. Renaud Labye, né à Liège (Belgique), le 11 septembre 1977, résidant professionnellement au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Classe A de la Société;

- Mlle. Haibiba Boughaba, née à Charleville-Mézières (France), le 6 septembre 1973, résidant professionnellement au 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant de Classe A de la Société;

- M. Nicholas West, né à Aylesbury (Royaume-Uni), le 17 mai 1972, résidant professionnellement au 20 Balderton Street, London W1K6TL, Royaume-Uni, en qualité de Gérant de Classe C de la Société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en conséquence du présent acte est évalué à environ trois mille quatre cents euros (EUR 3.400,-).

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est clôturée.

Constataion

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande des comparants que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version en français; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms, états civils et résidences, les comparants ont signé avec le notaire le présent acte faisant foi.

Signé: V. HÉMERY, A. LAMBERT, S. ULKER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 août 2013. LAC/2013/38513. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013125050/850.

(130152227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Tilad Bavaria Holding Company Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.914.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the seventh day of August

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

The limited company Tilad Bavaria Equity Company Limited, with registered office at Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, filed at the "Companies Registrar" under the Number MC-279078,

here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after having been initialed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Such appearing party, represented as there-above mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Objects, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Tilad Bavaria Holding Company Limited" (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Act"), as well as by these Articles of Association (hereinafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. The director or, where there should be two or more directors, the board of directors is authorized to transfer the registered office of the Company to another address within the municipality of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons, that might prevent normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation is normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of registered office, will remain a Luxembourg company. Any such decision to temporarily transfer the registered office abroad will be made by the director or, should there be two or more directors, by the board of directors.

The Company may establish offices and branches both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Objects. The objects of the Company are to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other companies or undertakings, present or future, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company may especially, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, enter into the following transactions:

- to acquire holdings in companies or undertakings by money contribution, property transfer, merger or in any other admitted form whatsoever;
- to establish companies or undertakings;
- to borrow under any forms and legally admitted terms and conditions, and, in particular, to issue bonds of any kinds;
- to engage in or participate in any financing and loan or security granting for itself or for companies or undertakings in which it holds a direct or indirect participation or for companies of the group to which it belongs;
- to grant credit facilities in any form whatsoever to companies or undertakings in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company;
- to perform studies and provide technical, legal, accounting, financial, commercial and administrative or directorial assistance services, for the account of the companies or undertakings in which it directly or indirectly has a holding, which form part of the same group of companies as the Company, or for the account of third parties.

More generally, within the limits of its objects, the Company may perform all legally permitted commercial or financial transactions, including all transactions relating to real estate or moveable property,

It is understood, however, that the Company will not enter into any transaction that might cause it to engage in any activity that might be considered as a regulated activity in the financial sector.

Art. 4. Term. The Company is incorporated for an unlimited term.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.00) each.

In addition to the issued share capital, a premium account may be set up into which any premium paid on any share in addition to its value is transferred. The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares that the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Shareholders' rights to distributions. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares issued.

Art. 8. Indivisibility of shares. Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and therefore only one owner is allowed per share. Joint owners must appoint a single person as their representative vis-à-vis the Company.

Art. 9. Transfers of Shares. If the Company only has one single shareholder, the shares of the single shareholder are freely transferable.

If the Company has two or more shareholders, its shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Share transfers are only valid vis-à-vis the Company or third parties after having been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Civil Code (code civil).

Art. 10. Redemption of Shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Act, to acquire shares in its own capital.

Chapter III. - Management

Art. 11. Management. The Company will be managed by at least one director. If more than one director is to be appointed, the directors will form a board of directors.

Directors do not need to be shareholders of the Company. In the case where there is only one director, this sole director has all the powers of the board of directors.

The remuneration of the directors shall be determined, by resolution of the general meeting of shareholders passed on a simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the directors can be modified by resolution passed on the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any director.

Where there are two or more directors, their decisions are taken during board meetings.

The board of directors shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote for his/her appointment. The chairman shall preside over all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose by the other present directors. It may appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors or for such other matter as may be specified by the board of directors.

The board of directors shall meet when convened by one director.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three (3) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency or special urgency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the date, time and place of the meeting and the nature of the business to be discussed.

Convening notices can be given to each director by word of mouth, in writing or by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at dates, times and places specified in a resolution previously adopted by the board of directors.

Any director may be represented at any meeting of directors by another director by appointing in writing or by facsimile, telegram, email, telex or any other suitable communication means, the other director as his/her proxy.

A director may represent more than one director.

The directors may participate in a board of directors' meeting by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the directors shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

The board of directors can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Participation in a meeting by the aforementioned means is deemed equivalent to participation in person at such meeting.

Votes may also be cast by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means, provided that, in the last case, the vote is confirmed in writing.

Decisions of the board of directors are adopted by a majority of the directors participating in the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the chairman or two directors.. Any transcript of or excerpt from the minutes shall be signed by the chairman or two directors. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at a directors' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, facsimile, telegram, email, telex or any other suitable telecommunication means.

Art. 12. Powers of the Directors. All powers not expressly reserved by the Act or these Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of directors, or of the sole director (as the case may be).

In dealing with third parties, the sole director, or, where there are two or more directors, the board of directors, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts consistent with the Company's objects, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

Art. 13. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, and, where there are two or more directors, by the joint signature of two directors.

Art. 14. Sub-Delegation and Agent of a Director. The board of directors or the sole director (as the case may be), may on a case by case basis sub-delegate its/his/her powers for specific and limited tasks to one or several ad hoc agents who do not need to be shareholders or directors of the Company.

The board of directors, or the sole director (as the case may be), will determine the powers, duties and remuneration (if any) of any agent, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

Art. 15. Remuneration of directors. The remuneration of any director that may be appointed at a later date in addition to or in the place of any of the first directors will be fixed in a resolution adopted by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder (as the case may be).

Art. 16. Liabilities of the Director. The directors do not by reason of their position assume any personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable legal provisions.

Chapter IV. - General meetings of shareholders

Art. 17. Powers of General Meetings of Shareholders. The single shareholder assumes all the powers conferred to the general shareholder's meeting.

Should there be two or more shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he or she or it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his/her/its shareholding.

A shareholder may procure his/her/its representation at any general meeting of shareholders by a proxy given to a proxy holder, who does not need to be a shareholder, (or, if the shareholder is a legal entity, to its legal representative or representatives) provided that the proxy is given in writing, which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other means of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the issued share capital. Resolutions to alter the Articles or to wind up and liquidate the Company may only be adopted

by the majority in number of the shareholders representing at least three quarters (3/4) of the Company's issued share capital, subject to the provisions of the Act.

Resolutions of shareholders can, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be served with a written draft of the resolutions to be passed, and shall sign the resolutions. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts instead of a general meeting shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the shareholders, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25).

Chapter V. Business year - Balance sheet

Art. 18. Business Year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Following the end of each financial year, the Company's financial statements shall be prepared and the director or, where there are two or more directors, the board of directors shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account. Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, especially the balance sheet and the profit and loss account, at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and Distribution of the Profits. The net profits of the Company are represented by its gross profits stated in the annual accounts, after deduction of general costs, depreciation and expenses. Five per cent (5%) of the annual net profits of the Company are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance of the net profits may be freely distributed to the shareholder(s) in proportion to his/her/their shareholding in the Company.

Notwithstanding the above provision, the sole director or the board of directors as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors or the sole director, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Act or the Articles.

Chapter VI. Winding-up – Liquidation

Art. 20. Causes for winding-up. The Company shall not be wound up by reason of the death, legal incapacity, insolvency or any comparable incidence of the single shareholder or of any one of the shareholders. The Company may be wound up at any time by resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

If the Company has only one shareholder, this single shareholder may decide to wind the Company up and to liquidate it, provided that all assets and liabilities of the Company, known or unknown, are transferred to said sole shareholder.

Art. 21. Liquidation. Upon the winding-up of the Company, its liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, appointed by the shareholders, who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Interim provisions

The first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2013.

Subscription - Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the entire share capital of the Company have been entirely subscribed and fully paid up in cash by Tilad Bavaria Equity Company Limited, as aforesaid.

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the signing notary.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately following incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed share capital and exercising the powers devolved upon the meeting of the shareholders, passed the following resolutions:

- (1) The following persons are appointed as directors for an undetermined period:

- Frank Werner Pletsch, born on 15 July 1974, with professional address at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

- Mark Bernhard Gorholt, born on 26 November 1980, with professional address at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

- Urszula Przybyslawska, born on 27 January 1972, with professional address at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

(2) The Company shall have its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever that shall be borne by the Company or shall be charged to it in connection with its incorporation have been estimated at approximately EUR 1,250.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the German text, the German version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing person, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with us, the notary, the present deed.

Follows the German translation of the preceding text:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den siebten August.

Vor mir, Dr. Jean SECKLER, Notar mit dem Amtssitz in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft Tilad Bavaria Equity Company Limited, mit Gesellschaftssitz in Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, eingetragen beim „Companies Registrar“ unter der Nummer MC-279078,

hier vertreten durch Herrn Max MAYER, Angestellter, beruflich wohnhaft in Junglinster, 3, route de Luxembourg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht,

welche Vollmacht nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt.

Diese erschienene Partei, vertreten wie vorgenannt, ersuchte den unterzeichneten Notar um die Erstellung der Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung:

Kapitel 1. Form, Name, Gesellschaftssitz, Gesellschaftszwecke, Dauer

Art. 1. Form, Gesellschaftsname. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "Tilad Bavaria Holding Company Limited" (nachfolgend die "Gesellschaft") errichtet, die den für eine solche Gesellschaftsform geltenden Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Form (nachfolgend das "Gesetz") sowie dieser Satzung (nachfolgend die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft wird in Luxemburg Stadt errichtet. Der Geschäftsführer oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, die Geschäftsführung ist ermächtigt, den Sitz der Gesellschaft an eine andere Adresse innerhalb der Gemeinde zu verlegen.

Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Mehrheit an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Sollte aus militärischen, politischen, wirtschaftlichen oder sozialen Gründen eine Situation eintreten oder für unmittelbar bevorstehend erachtet werden, die den üblichen Geschäftsgang der Gesellschaft an ihrem Sitz verhindern würde, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich die Situation normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die vorübergehende Verlegung des Sitzes ins Ausland wird vom Geschäftsführer, oder, falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, von der Geschäftsführung getroffen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigstellen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 3 Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und das Halten von Beteiligungen in jedweder Form an bestehenden oder zu gründenden in- und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen.

Die Gesellschaft darf insbesondere folgende Tätigkeiten im In- oder Ausland ausüben:

- den Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen durch Geldeinlage, Übertragung von Vermögensgegenständen, Verschmelzung oder auf jede andere zulässige Art und Weise;

- die Gründung von Gesellschaften oder Unternehmen;
 - die Kreditaufnahme jeglicher Art unter allen rechtlich zulässigen Bedingungen, und insbesondere die Ausgabe von Schuldtiteln jeglicher Art;
 - den Abschluss oder die Beteiligung an Finanzierungen oder die Einräumung von Sicherheiten für eigene Zwecke oder zugunsten von Gesellschaften oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;
 - die Kreditgewährung in jedweder Form an Gesellschaften oder Unternehmen, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind;
 - Studien durchführen und technische, rechtliche, buchhalterische, finanzielle, kommerzielle und administrative oder geschäftsführungsbezogene Unterstützungsleistungen für Rechnung der Gesellschaften oder Unternehmen, in denen sie direkt oder indirekt Beteiligungen hält, die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind oder für Rechnung Dritter.
- Allgemeiner kann die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszwecks alle rechtlich zulässigen kommerziellen oder finanziellen Transaktionen durchführen, einschließlich aller auf Immobilien oder bewegliches Vermögen bezogenen Transaktionen.

Es versteht sich jedoch, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, die dazu führen, dass ihre Tätigkeit als im Bereich des Finanzsektors regulierte Tätigkeit angesehen wird

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Dauer errichtet.

Kapitel II. - Stammkapital, Geschäftsanteile

Art. 5. Stammkapital. Das Stammkapital wird auf zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500,00) festgesetzt und besteht aus zwölftausend fünfhundert (12.500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,00).

Zusätzlich zum Stammkapital kann ein Premium-Konto eingerichtet werden, auf welches jede hinsichtlich eines Geschäftsanteils zusätzlich zu seinem Wert geleistete Zahlung übertragen wird. Der auf dem Premium-Konto befindliche Betrag kann verwendet werden zur Zahlung von Geschäftsanteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zur Verrechnung gegen realisierte Nettoverluste, zur Zahlung von Ausschüttungen an die Gesellschafter in Dividendenform oder zur Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage.

Art. 6. Änderungen des Stammkapitals. Das Stammkapital kann jederzeit durch Entscheidung des Alleingeschäfters (falls es nur einen Gesellschafter gibt) oder durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung in der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Art und Weise erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 7. Rechte der Gesellschafter auf Ausschüttungen. Jeder Geschäftsanteil gewährt seinen Inhaber im Verhältnis des Geschäftsanteils zur Anzahl aller ausgegebenen Geschäftsanteile, Beteiligung am Vermögen und Gewinn der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Geschäftsanteile. Gegenüber der Gesellschaft sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unteilbar, so dass pro Geschäftsanteil nur ein Eigentümer zugelassen ist. Miteigentümer müssen eine Person als ihren Vertreter gegenüber der Gesellschaft bevollmächtigen.

Art. 9. Übertragung von Geschäftsanteilen. Existiert nur ein einziger Gesellschafter, so sind die seitens dieses Alleingeschäfters gehaltenen Geschäftsanteile frei übertragbar.

Existieren mehrere Gesellschafter, sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft nur unter Gesellschaftern frei übertragbar. An Nichtgesellschafter können sie unter Lebenden nur übertragen werden, wenn die anderen Gesellschafter einer solche Übertragung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals im Rahmen einer Gesellschafterversammlung zustimmen.

Im Todesfall können die Geschäftsanteile eines verstorbenen Gesellschafters nur mit der in einer Gesellschafterversammlung mit einer Mehrheit von drei Vierteln (3/4) des Gesellschaftskapitals erteilten Zustimmung auf einen neuen Gesellschafter übertragen werden. Ein solcher Gesellschafterbeschluss ist nicht erforderlich, wenn die Geschäftsanteile auf Eltern, Abkömmlinge oder den überlebenden Ehepartner übertragen werden.

Die Übertragung von Geschäftsanteilen ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, nachdem sie der Gesellschaft gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuchs (code civil) angezeigt wurde oder ihre Zustimmung erhalten hat.

Art. 10. Rükckerwerb von Geschäftsanteilen. Die Gesellschaft ist im Rahmen der Regelungen des Gesetzes befugt, eigene Geschäftsanteile zurück zu erwerben

Kapitel III. - Geschäftsführung

Art. 11. Geschäftsführung. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von mindestens einem Geschäftsführer geführt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, bilden die Geschäftsführer die Geschäftsführung.

Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein. Wenn nur ein Geschäftsführer bestellt wurde, hat dieser eine Geschäftsführer sämtliche Befugnisse der Geschäftsführung.

Die Vergütung der Geschäftsführer wird durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit einfacherer Mehrheit der abgegebenen Stimmen oder (gegebenenfalls) durch den Alleingeschäftser festgesetzt. Die Vergütung der Geschäftsführer kann durch Beschluss mit den gleichen Mehrheitsvoraussetzungen abgeändert werden.

Die Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) der Alleingesellschafter kann den/die Geschäftsführer jederzeit und mit sofortiger Wirkung abberufen und ersetzen.

Werden mehrere Geschäftsführer bestellt, treffen sie ihre Entscheidungen im Rahmen von Geschäftsführungssitzungen.

Die Geschäftsführung wählt aus der Mitte ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden, der im Falle von Stimmengleichheit bei seiner Wahl kein Stimmrecht hat. Der Vorsitzende leitet alle Sitzungen der Geschäftsführung. In Abwesenheit des Vorsitzenden hat ein anwesender und zu diesem Zwecke von den anderen anwesenden Geschäftsführern bestimmter Geschäftsführer den Vorsitz. Die Geschäftsführung kann einen Schriftführer, der kein Geschäftsführer sein muss, für die Anfertigung der Protokolle der Geschäftsführungssitzungen oder andere von der Geschäftsführung näher bezeichnete Aufgaben ernennen.

Die Geschäftsführung trifft sich auf Einladung eines Geschäftsführers.

Einladungen zu Geschäftsführungssitzungen sind den Geschäftsführern mindestens drei (3) Tage vor der Sitzung zu übermitteln, es sei denn, es besteht ein Notfall oder besondere Dringlichkeit, welche im Sitzungsprotokoll festzustellen sind.

Jede Einladung gibt Datum, Uhrzeit und Ort sowie den Gegenstand der Sitzung an.

Einladungen können durch jeden Geschäftsführer mündlich, schriftlich, per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen.

Vor einer Einladung kann durch Zustimmung aller Geschäftsführer in schriftlicher Form oder per Fax, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel abgesehen werden.

Die Sitzung kann ohne vorherige Einladung abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind.

Eine separate Einladung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Datum, Uhrzeit und Ort in einem vorherigen vor Geschäftsführung gefassten Beschluss bestimmt wurden.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei Geschäftsführungssitzungen von einem anderen Geschäftsführer vertreten lassen, wenn er diesen schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email, Telex oder ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel bevollmächtigt hat.

Ein Geschäftsführer kann mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Geschäftsführer können an Geschäftsführungssitzungen per Telefon, Videokonferenz oder durch ein anderes angemessenes Kommunikationsmittel, das es allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, sich zur gleichen Zeit zu hören, teilnehmen, vorausgesetzt dass die Mehrheit der Geschäftsführer der Sitzung nicht physisch aus derselben ausländischen Jurisdiktion beiwohnt.

Die Geschäftsführung ist nur beschluss- und handlungsfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Teilnahme an Sitzungen über eines der vorgenannten Kommunikationsmittel steht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung gleich.

Stimmabgaben können auch per Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessene Kommunikationsmittel erfolgen, vorausgesetzt, dass im letzten Fall die Stimmabgabe schriftlich oder per Fax, Telegramm, Email oder Telex bestätigt wird.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden mit einer Mehrheit der an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer getroffen.

Die Beratungen der Geschäftsführung werden in einem Protokoll festgehalten, das vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet wird. Jede Abschrift oder Auszug des Protokoll ist vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Schriftliche Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zugestimmt haben und die diesen unterzeichnet sind, stehen auf einer Geschäftsführungssitzung gefassten Beschlüssen gleich.

In diesen Fällen, können schriftliche Beschlüsse entweder in einem einzelnen Dokument oder in mehreren Dokumenten gleichen Inhalts dokumentiert werden. Schriftliche Beschlüsse können durch normale Post, Fax, Telegramm, Email, Telex oder jedes andere angemessenen Telekommunikationsmittel übermittelt werden.

Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) dem Alleingesellschafter vorbehalten sind, stehen der Geschäftsführung oder (gegebenenfalls) dem Einzelgeschäftsführer zu.

Gegenüber Dritten hat der Einzelgeschäftsführer oder bei mehreren Geschäftsführern die Geschäftsführung die Befugnis, in jeglicher Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Zweck der Gesellschaft in Einklang stehen, vorausgesetzt, dass die Vorschriften dieser Satzung eingehalten werden.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres Einzelgeschäftsführers und, wenn es mehr als einen Geschäftsführer gibt, durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei Geschäftsführern verpflichtet.

Art. 14. Unterbevollmächtigung und Stellvertretung eines Geschäftsführers. Die Geschäftsführung oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer können einzelfallbezogen für bestimmte, eingegrenzte Angelegenheiten Untervollmachten an einen oder mehrere Stellvertreter erteilen, die keine Gesellschafter oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen.

Die Geschäftsführung oder (gegebenenfalls) der Einzelgeschäftsführer wird die Befugnisse, Pflichten und (gegebenenfalls) Vergütung seiner Stellvertreter, die Dauer der Stellvertretung sowie ihre anderen relevanten Voraussetzungen festlegen.

Art. 15. Vergütung der Geschäftsführer. Die Vergütung von Geschäftsführern, die zu einem späteren Zeitpunkt zusätzlich zu oder als Ersatz für die Gründungsgeschäftsführer bestellt werden, wird durch Beschluss der Gesellschafterversammlung oder (gegebenenfalls) den Alleingesellschafter festgesetzt.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt dass solche Verbindlichkeiten in Einklang mit den Bestimmungen dieser Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

Kapitel IV. Gesellschafterversammlungen

Art. 17. Befugnisse der Gesellschafterversammlungen. Der Alleingesellschafter verfügt über alle Befugnisse, die der Gesellschafterversammlung zustehen.

Falls es mehrere Gesellschafter gibt, kann jeder Gesellschafter unabhängig von der Anzahl der Geschäftsanteile, die er hält, an Gemeinschaftsentscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter verfügt über der Anzahl seiner Geschäftsanteile entsprechende Stimmrechte.

Ein Gesellschafter kann eine anderen Person, die kein Gesellschafter sein muss (oder, falls der Gesellschafter eine juristische Person ist, ihr gesetzlicher oder ihre gesetzlichen Vertreter), bevollmächtigen ihn bei Gesellschafterversammlungen zu vertreten, vorausgesetzt, dass die Vollmacht schriftlich erteilt wird, wobei sie per Fax, Email, Telegramm, Telex oder jedem anderen angemessenen schriftlichen Kommunikationsmittel übermittelt werden kann.

Gesellschafterbeschlüsse sind wirksam getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die zusammen mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten, angenommen werden. Beschlüsse zur Änderung der Satzung oder zur Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bedürfen, vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes, einer Mehrheit der Gesellschafter, die gemeinsam mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten.

Gesellschafterbeschlüsse können unter der Voraussetzung, dass die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, anstatt auf einer Gesellschafterversammlung, schriftlich durch alle Gesellschafter gefasst werden. In einem solchen Fall wird jedem Gesellschafter ein schriftlicher Entwurf der Beschlüsse übersandt, die dieser dann unterzeichnet. In dieser Form gefasste schriftliche Beschlüsse in einem oder mehreren Dokumenten haben dieselbe Wirksamkeit wie auf einer Gesellschafterversammlung gefasste Beschlüsse.

Jede Bezugnahme in dieser Satzung auf Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beinhaltet die Möglichkeit der schriftlichen Beschlussfassung, sofern die Gesamtzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt.

Kapitel V. Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 18. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres wird der Jahresabschluss der Gesellschaft vorbereitet und der Geschäftsführer oder bei mehreren Geschäftsführern die Geschäftsführung nimmt eine Inventarisierung vor, welche die Angabe der Werte des Vermögens und der Höhe der Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die Bilanzerstellung und die Erstellung der Gewinn- und Verlustrechnung umfasst.

Jeder Gesellschafter kann die Bücher und Aufzeichnungen der Gesellschaft, die vorgenannte Inventarisierung, insbesondere die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung, am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 19. Gewinnverwendung und -verteilung. Der Nettogewinn der Gesellschaft ergibt sich aus dem im Jahresabschluss festgestellte Bruttogewinn abzüglich der allgemeinen Kosten, Abschreibungen und Aufwendungen. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt, bis die Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der Restbetrag des Nettogewinns kann frei an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Gesellschaft ausgeschüttet verteilt werden.

Ungeachtet der vorstehenden Regelung kann der Einzelgeschäftsführer oder gegebenenfalls die Geschäftsführung auf der Basis einer von der Geschäftsführung oder gegebenenfalls dem Einzelgeschäftsführer vorbereiteten Rechnungslegung, aus der hervorgeht, dass genügend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, entscheiden, vor Ende des laufenden Geschäftsjahrs Zwischendividenden zu zahlen, wobei Voraussetzung ist, dass der zu verteilende Betrag die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahrs erzielten Gewinne, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Reserven, und

verringert um die vorgetragenen Verluste und Beträge, die der Rücklage im Einklang mit dem Gesetz oder der Satzung zuzuführen sind, nicht übersteigen darf.

Kapitel VI. Auflösung - Liquidation

Art. 20. Auflösungsgründe. Die Gesellschaft wird bei Tod, Geschäftsunfähigkeit oder Konkurs eines Gesellschafters oder einem vergleichbaren Ereignis nicht aufgelöst. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung mit der für Satzungsänderungen erforderlichen Mehrheit aufgelöst werden.

Falls die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann der Alleingesellschafter entscheiden, die Gesellschaft aufzulösen und zu liquidieren, wenn alle Vermögenswerte der Gesellschaft, bekannt oder unbekannt, auf diesen Alleingesellschafter übertragen werden.

Art. 21 Liquidation. Nach Auflösung der Gesellschaft, wird ihre Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern bestellte Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt; ihre Befugnisse und Vergütung werden durch die Gesellschafter festgelegt.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 22. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes.

Übergangsregelungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Errichtung dieser Urkunde und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung - Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) Geschäftsanteile, die das gesamte Gesellschaftskapital ausmachen wurden von der Tilad Bavaria Equity Company Limited vollständig gezeichnet und in bar eingezahlt.

Der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,00) steht der Gesellschaft zum jetzigen Zeitpunkt frei zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Beschluss des einzigen Gesellschafters

Unmittelbar nach der Errichtung der Gesellschaft, hat der einzige Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital hält und die an die Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die nachfolgenden Personen werden für unbestimmte Dauer als Geschäftsführer bestellt:

- Frank Werner Pletsch, geboren am 15. Juli 1974, mit Geschäftsadresse in 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

- Mark Bernhard Gorholt, geboren am 26. November 1980, mit Geschäftsadresse in 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

- Urszula Przybyslawska, geboren am 27. Januar 1972, mit Geschäftsadresse in 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

(2) Die Gesellschaft soll ihren Gesellschaftssitz in 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg haben.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen oder in Rechnung gestellt werden, werden auf ungefähr 1.250,- EUR geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Partei soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die deutsche Version maßgebend sein.

WORÜBER, Urkunde aufgenommen in Junglinster, am zu Beginn der Urkunde genannten Tag.

Nach Vorlesung der vorliegenden Urkunde gegenüber der erschienenen Person, wie vorerwähnt handelnd, dem Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat die Bevollmächtigte die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 août 2013. Relation GRE/2013/3358. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013125091/484.

(130151732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Caraman S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 179.912.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt et un août.

Par-devant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à RAMBROUCH, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, la présente minute restant en la détention et garde du notaire Jean-Joseph WAGNER,

a comparu:

1) «TERES», société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, ici valablement représentée par Madame Nathalie GAUTIER, employée privée, avec adresse professionnelle au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

2) Monsieur Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financiers, avec adresse professionnelle au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

ici valablement représenté par Madame Nathalie GAUTIER, employée privée, avec adresse professionnelle au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

3) Madame Nathalie GAUTIER, préqualifiée, agissant en son nom personnel.

Lesdites procurations signées "ne varietur" par la comparante, mandataire et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF) anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège Social

Art. 1^{er}. Il est formé par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société de gestion de patrimoine familial, sous forme d'une société anonyme et sous la dénomination de «CARAMAN S.A.-SPF» (ci-après la «Société»).

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à quatre cent cinquante mille euros (EUR 450.000,-) représenté par quatre mille cinq cents (4.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de quarante cinq millions d'euros (EUR 45.000.000,-) qui sera représenté par quatre cent cinquante mille (450.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 20 août 2018, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

La société réservera ses actions aux investisseurs suivants:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 6. Les actions de la société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la société. La société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des Actionnaires **Décisions de l'actionnaire unique**

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi du mois d'avril de chaque année à 9 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

III. Conseil d'Administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excèdera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur ne peut présenter plus d'un de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la Société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

IV. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

V. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

VI. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

La Loi et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2014.

126523

Souscription et libération

Toutes les actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Libération EUR
1) «TERES», prénommée	4.498	449.800.-
2) M. Laurent HEILIGER, prénommé	1	100.-
3) Mme Nathalie GAUTIER, prénommée	1	100.-
Total:	4.500	450.000.-

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par un apport en nature à la Société consistant en 14 GOLD LINGOT 1 KG, ISIN FR0003999010 pour une valeur totale de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (450.000,- EUR).

L'apport en nature ci-dessus a fait l'objet d'un rapport établi en date du 20 août 2013 par le cabinet «RSM Audit Luxembourg», réviseur d'entreprises, Luxembourg, conformément à l'article 26-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, lequel rapport restera, annexé aux présentes pour être soumis avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Ce rapport conclut comme suit:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser qu'au moment de la constitution du capital de CARAMAN S.A.-SPF la valeur de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions de la société CARAMAN S.A.-SPF émises en contrepartie, soit 4.500 actions avec une valeur nominale de EUR 100 par action.»

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille huit cents euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).

2. Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs:

a) Monsieur Laurent HEILIGER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;

b) Madame Nathalie GAUTIER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;

c) Madame Stéphanie GRISIUS, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

L'assemblée générale extraordinaire nomme Madame Nathalie GAUTIER, prénommée, aux fonctions de président du conseil d'administration.

3. A été nommée commissaire:

«audit.lu», société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, RCS Luxembourg B 113.620.

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'assemblée générale amenée à se prononcer sur les comptes de l'année 2013.

5. L'adresse de la Société est établie au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg-Ville, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la comparante et mandataire, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: N. GAUTIER, J.P. MEYERS.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 août 2013. Relation: EAC/2013/11131. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013124691/273.

(130151712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

HGSC 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 116.819.

—
In the year two thousand and thirteen, on the second day of August.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of HGSC 3 S.A., a public limited liability company (société anonyme) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.819 (the Company).

The Meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette (the Chairman).

The Chairman appoints Mrs Sophie HENRYON, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting elects Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The sole shareholder of the Company represented at the Meeting and the number of shares in the Company held are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representative of the sole shareholder and the members of the Bureau.

The proxy from the sole shareholder represented at the Meeting, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall also remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman requests the undersigned notary to enact the following:

I. That the entirety of the share capital of the Company is duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced.

II. The agenda of the Meeting is as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of eleven thousand five hundred euros (EUR 11,500.-) in order to bring it from its current amount of six hundred seventy-one thousand six hundred fifty euros (EUR 671,650.-) to six hundred eighty-three thousand one hundred fifty euros (EUR 683,150.-) by the issuance of eleven thousand five hundred (11,500) new shares, having the same rights and obligations as the existing shares, subscription for and payment of the newly issued shares being made by a contribution in cash;

2. Amendment and full restatement of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;

3. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to perform any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with the relevant Luxembourg authorities); and

4. Miscellaneous.

III. Thereupon, the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to share capital of the Company by an amount of eleven thousand five hundred euros (EUR 11,500.-) in order to bring it from its current amount of six hundred seventy-one thousand six hundred fifty euros (EUR 671,650.-) to six hundred eighty-three thousand one hundred fifty euros (EUR 683,150.-) by the issuance of eleven thousand five hundred (11,500) new shares, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription and Payment

The sole shareholder hereby declares to subscribe to eleven thousand five hundred (11,500) new shares and to fully pay them up by way of a contribution in cash of one million one hundred fifty thousand euros (EUR 1,150,000.-) allocated as follows:

(i) an amount of eleven thousand five hundred euros (EUR 11,500.-) to the share capital account of the Company; and

(ii) an amount of one million one hundred thirty-eight thousand five hundred euros (EUR 1,138,500.-) to the share premium account of the Company.

Second resolution

The Meeting resolves to amend and restate article 5 paragraph 1 of the Company's articles of association, so as for it henceforth to read as follows:

" 5. The issued capital of the Company is set at six hundred eighty-three thousand one hundred fifty euros (EUR 683,150.-) divided into six hundred eighty-three thousand one hundred fifty (683,150) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up."

Third resolution

The sole shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company and to perform any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with the relevant Luxembourg authorities).

Estimate of Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand five hundred euro (EUR 2.500,-).

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy holder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le deuxième jour du mois d'août.

par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique (l'Assemblée) de HGSC 3 S.A., une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 14-16, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 116.819 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette (le Président).

Le Président désigne Madame Sophie HENRYON, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée désigne Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont ensemble désignés comme le Bureau.

L'actionnaire unique de la Société représenté à l'Assemblée et le nombre d'actions de la Société qu'il détient sont mentionnés sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal après avoir été signée par le mandataire de l'actionnaire unique et les membres du Bureau.

La procuration de l'actionnaire unique représenté à l'Assemblée, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera également annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président demande au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que la totalité du capital social de la Société est valablement représentée à cette Assemblée qui est donc régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, ci-après reproduit.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de onze mille cinq cent euros (EUR 11.500,-) afin de le porter de son montant actuel de six cent soixante-et-onze mille six cent cinquante euros (EUR 671.650,-) à un six cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante euros (EUR 683,150.-) par l'émission de onze mille cinq cent (11.500) nouvelles

actions, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, souscription et libération des actions nouvellement émises faits par un apport en numéraire;

2. Modification et refonte complète de l'article 5, paragraphe 1, des statuts de la Société;

3. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité accordés à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, afin de procéder, pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société et d'effectuer toutes les formalités requises y afférentes (y compris, en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes); et

4. Divers.

III. Sur ces faits, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de onze mille cinq cent euros (EUR 11.500,-) afin de le porter de son montant actuel de six cent soixante-et-onze mille six cent cinquante euros (EUR 671.650,-) à un six cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante euros (EUR 683.150,-) par l'émission de onze mille cinq cent (11.500) nouvelles actions, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription et Paiement

L'Assemblée déclare par la présente souscrire à onze mille cinq cent (11.500) nouvelles actions et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de un million cent cinquante mille euros (EUR 1.150.000,-) qui sera affecté comme suite:

(i) un montant de onze mille cinq cent euros (EUR 11.500,-) au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de un million cent trente-huit mille cinq cent euros (EUR 1.138.500,-) to au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant de un million cent cinquante mille euros (EUR 1.150.000,-) est dès à présent à la disposition de la Société, preuve en a été donnée au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier et de refondre l'article 5, paragraphe 1, des statuts de la Société de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" 5. Le capital émis de la Société est fixé à six cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante euros (EUR 683.150,-), divisé en six cent quatre-vingt-trois mille cent cinquante (683.150) actions, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées."

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et accorde pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder au nom de la Société, à l'inscription des actions nouvellement émises dans le registre des actionnaires de la Société et pour effectuer toutes les formalités requises y afférentes (y compris en tout état de cause, le dépôt et la publication des documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 août 2013. Relation: EAC/2013/10653. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013124244/158.

(130151219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2013.

Real Estate Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 138.102.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am siebenundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichnenden Notar Blanche MOUTRIER, mit Amtssitz in Esch/Alzette.

sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft Real Estate Management S.A. (die „Gesellschaft“), mit Sitz in L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter der Nummer B 138102, zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre zusammengetreten.

Benannte Aktiengesellschaft wurde am 18. April 2008 gemäß notarieller Urkunde gegründet, welche im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1246 vom 22 Mai. 2008 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch notarielle Urkunde vom 14. Juni 2013, welche noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Die Generalversammlung wurde eröffnet um 8.30 Uhr, unter dem Vorsitz von Herrn Tom Lahure, Angestellter, geschäftsansässig in Sandweiler, welcher Herrn Jérôme Schmit, Angestellter, mit Berufsanschrift in Esch/Alzette zum Schriftführer berufen hat.

Die Generalversammlung wählt zum Stimmzähler Herrn Tom Lahure, Angestellter, geschäftsansässig in Sandweiler.

Sodann die gegenwärtige Generalversammlung ordnungsgemäß gebildet ist, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar, folgende Erklärungen zu beurkunden:

I. Dass die gegenwärtige Generalversammlung über folgende Tagesordnung zu befinden hat:

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von dreihundertzehntausend Euro (EUR 310.000) vertreten durch eintausend (1.000) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310), um es von einem jetzigen Stand von hundertfünftausendvierhundert Euro (EUR 105.400) vertreten durch dreihundertvierzig (340) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) auf vierhundertfünftausendvierhundert Euro (EUR 415.400) vertreten durch eintausenddreihundertvierzig (1.340) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) zu bringen.

2. Änderung von Artikel 3 der Gesellschaftssatzung.

3. Verschiedenes.

II. Dass alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl ihrer Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind. Diese Liste wird gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigeführt und ordnungsgemäß von den anwesenden Aktionären, von den bevollmächtigten Aktionärsvertretern sowie vom Verwaltungsvorstand unterschrieben.

III. Dass das gesamte Gesellschaftskapital in gegenwärtiger Generalversammlung anwesend oder vertreten ist und alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären Kenntnis der Tagesordnung gehabt zu haben und somit keine Einladungen erforderlich waren.

IV. Dass die gegenwärtige Generalversammlung ordnungsgemäß gebildet ist und sodann zu vorstehender Tagesordnung beschlussfähig ist.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von dreihundertzehntausend Euro (EUR 310.000) vertreten durch eintausend (1.000) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310), um es von einem jetzigen Stand von hundertfünftausendvierhundert Euro (EUR 105.400) vertreten durch dreihundertvierzig (340) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) auf vierhundertfünftausendvierhundert Euro (EUR 415.400) vertreten durch eintausenddreihundertvierzig (1.340) Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) zu bringen.

Zeichnung und Zahlung

Die eintausend (1.000) neuen Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) werden wie folgt gezeichnet:

- 802 neue Aktien durch Getral S.A., einer Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit Sitz in L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 96.608

hier vertreten durch Herrn Tom Lahure, vorgenannt,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht,

- 99 neue Aktien durch Herrn Marco Sgreccia, geboren zu Differdange am 28. Februar 1970, wohnhaft in L-4974 Dippach, 4, rue des Romains,

hier vertreten durch Herrn Tom Lahure, vorgenannt,
aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht,

- 99 neue Aktien durch Herrn Fabio Marochi, geboren zu Differdange am 16. Februar 1970, wohnhaft in L-4174 Esch-sur-Alzette, 36, rue Mathias Koener,

hier vertreten durch Herrn Tom Lahure, vorgenannt,
aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht,

Aktionären die keine neuen Aktien gezeichnet haben, haben auf ihnen Vorzugsrecht verzichtet.

Diese eintausend (1.000) neuen Aktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310) werden zu einem Viertel (1/4) in bar eingezahlt für einen Betrag von siebenundsiebzigtausendfünfhundert Euro (EUR 77.500) welcher der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht wie es dem unterzeichnenden Notar durch ein Bankzertifikat nachgewiesen wurde.

Besagte Vollmachten bleiben nach ne varietur Unterzeichnung durch die Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben eingetragen zu werden.

Zweiter Beschluss

Folglich des Vorangehenden, beschließt die Generalversammlung den ersten Absatz von Artikel 3 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, welcher künftig wie folgt lautet:

„**Art. 3.** Das Gesellschaftskapital beträgt vierhundertfünfzehntausendvierhundert Euro (EUR 415.400) vertreten durch eintausenddreihundertvierzig (1.340) Namensaktien mit einem Nennwert von dreihundertzehn Euro (EUR 310).“

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt der Vorsitzende die Versammlung auf.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen und geschlossen zu Esch/Alzette, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: LAHURE, SCHMIT, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28/08/2013. Relation: EAC/2013/11168. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 03 septembre 2013.

Référence de publication: 2013125025/84.

(130151687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2013.

Carraig Mor, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 108.899.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013125715/11.

(130153226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.

Bull PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 25.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2013125705/10.

(130153446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2013.